



[www.uvcw.be/reseau-elues-locales](http://www.uvcw.be/reseau-elues-locales)

# *Lancement du Réseau des élues locales de Wallonie : promouvoir les droits des femmes en politique locale*

**Michèle BOVERIE,**

Secrétaire générale

**Nicolas BONOMI,**

Chef de Service Communication et Attaché de presse

L'Union des Villes et Communes de Wallonie, en présence de Yves Coppieters, Ministre wallon des Droits des femmes et de l'Égalité des chances, et de François Desquesnes, Ministre wallon des Pouvoirs locaux, a **officiellement lancé, le 9 février 2026, le Réseau des élues locales de Wallonie** lors d'une conférence de presse réunissant des élues de tous horizons politiques dont, outre la Présidente de l'UVCW, Rachel Sobry (MR, Bourgmestre de Thuin), Lyseline Louvigny (Les Engagés, Échevine à Tubize), Isabella Greco (PS, Députée et Conseillère communale à Charleroi), et Carolina Quintero (Ecolo, Conseillère communale à Namur). Rachida Aït Alouha (PTB, Députée et Conseillère communale à Saint-Nicolas), bien qu'absente, a également marqué son soutien.



Ce Réseau, porté par une dynamique collective inédite, vise à briser l'isolement, partager les bonnes pratiques et renforcer l'impact des élues locales, quelles que soient leurs sensibilités politiques. Une démarche forte pour promouvoir l'égalité et la solidarité entre les mandataires locales, au service d'une démocratie plus inclusive.

L'enquête «*Le blues des élus*» l'avait révélé en 2023: les élues locales sont en particulier sujettes à différentes difficultés: charge mentale accrue, difficultés de conciliation vie privée/vie professionnelle, exposition aux violences et sentiment d'isolement. L'actualité récente l'a aussi montré: une Ministre fédérale vertement critiquée suite à son congé de maternité ou encore une Députée subissant des attaques sexistes d'une rare violence sur les réseaux sociaux.

## Un Réseau pour briser l'isolement et renforcer l'impact des élues locales

Le Réseau des élues locales de Wallonie s'adresse aux bourgmestres, échevines, présidentes de CPAS, conseillères communales et conseillères de CPAS de Wallonie. Il a pour ambition de répondre aux besoins spécifiques des femmes engagées en politique locale. Il constitue également un outil d'écoute et de dialogue permettant d'alimenter les politiques régionales menées par le Ministre des Pouvoirs locaux, sur base des réalités de terrain. Ses objectifs et activités s'articulent autour de ces axes principaux:

### 1. MISE EN ÉVIDENCE DE L'ACTUALITÉ ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le Réseau assurera une veille active et une diffusion ciblée des informations essentielles pour les élues locales:

- ✓ relais des politiques gouvernementales: stratégie Genre et Droits des femmes, statut des mandataires, réformes en cours;
- ✓ partage des actualités des partenaires-clés: Unia, Centre pour l'Égalité des Hommes et des Femmes, Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (IEFH), Fondation Roi Baudoin, et universités;
- ✓ veille réglementaire: suivi des nouvelles lois et décrets impactant les mandataires locales (ex: congé de maternité, protection contre les violences sexistes).

### 2. RENCONTRES ET MOMENTS DE RÉSEAUTAGE

Le Réseau organisera des espaces d'échange pour favoriser la solidarité et le partage d'expériences:

- ✓ rencontres thématiques: colloques, webinaires et ateliers pour aborder des sujets-clés (leadership, gestion du temps, communication, prévention du sexisme);
- ✓ déjeuners-conférences (inspirés des «*Midis de la gouvernance*»): format convivial pour échanger sur des enjeux concrets et renforcer les liens entre élues;
- ✓ témoignages et retours d'expériences: valorisation des parcours inspirants et des bonnes pratiques locales.

### 3. FORMATIONS ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Des formations ciblées seront proposées pour outiller les élues face aux défis de leur mandat:

- ✓ leadership et gestion du temps: outils pour concilier vie privée et engagement politique;
- ✓ communication et réseaux sociaux: stratégies pour gérer sa présence en ligne et répondre aux attaques sexistes;
- ✓ prévention du sexisme et du harcèlement: modules pour identifier, signaler et lutter contre les violences en politique.

#### 4. PLATEFORME EN LIGNE ET OUTILS PRATIQUES

Une plateforme dédiée accessible dès maintenant ([www.uvcw.be/reseau-elues-locales](http://www.uvcw.be/reseau-elues-locales)) centralisera les ressources et facilitera les échanges :

- ✓ accès à des études et recherches: partage des travaux belges et internationaux sur les élues locales;
- ✓ interviews et portraits d'élues inspirantes: mise en avant de parcours et d'initiatives locales innovantes;
- ✓ newsletter thématique: actualités, appels à projets, formations et événements à ne pas manquer;
- ✓ espace collaboratif: forum pour poser des questions, partager des conseils et créer une communauté solidaire.

#### CALENDRIER DES PREMIÈRES ACTIONS EN 2026

- ✓ Février 2026
  - Lancement d'une enquête auprès des élues pour identifier leurs besoins prioritaires
  - Mise en ligne de l'espace web dédié sur le site de l'UVCW
- ✓ Avril/Mai 2026
  - Présentation des résultats du sondage et définition des thématiques des premières rencontres
- ✓ Mai/Juin 2026
  - Organisation du colloque inaugural du Réseau, avec interventions d'experts et témoignages

Yves Coppieters, Ministre des Droits des femmes et de l'Égalité des chances: «*Le Réseau des élues*

*locales est un outil concret pour briser l'isolement, notamment face aux violences sexistes, y compris le cyberharcèlement, très présent en politique et dans la société en général. C'est un soutien indispensable aux femmes engagées sur le terrain: elles ne peuvent être fragilisées de par leur genre. Un Réseau ne remplace pas les politiques des droits des femmes: il les complète comme pièce supplémentaire d'un ensemble de mesures pour garantir à chaque femme le droit de s'engager et d'exercer un mandat en toute sécurité.*

François Desquesnes, Ministre des Pouvoirs locaux: «*De nombreuses élues locales m'expliquent leur réalité... Elles aiment leur commune, elles s'engagent sans compter, et pourtant, beaucoup me confient se sentir isolées, mises à l'écart, parfois même attaquées parce qu'elles sont des femmes. Ce Réseau, c'est une réponse concrète. Il vise à renforcer leur place, leur impact et leur confiance. C'est notre responsabilité de créer un environnement politique plus juste et plus soutenant. En soutenant activement ce Réseau, la Wallonie réaffirme une conviction forte: la commune est le premier levier de l'égalité réelle. C'est en renforçant le pouvoir d'agir local des femmes qu'on bâtit une démocratie plus juste et plus proche des réalités du quotidien des Wallons et des Wallonnes.*

Rachel Sobry, Présidente de l'Union des Villes et Communes de Wallonie: «*Cette démarche s'inscrit dans un contexte où les inégalités et le sexisme en politique restent une réalité, comme le souligne le récent rapport de l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes ou les récentes actualités liées aux congés de maternité. L'UVCW, déjà engagée sur la question des femmes en politique, franchit aujourd'hui une étape supplémentaire en lançant ce Réseau, qui vise à promouvoir et renforcer la place des femmes dans les mandats locaux.*

Le lecteur trouvera, dans les pages qui suivent, un dossier à ce sujet avec les interviews de Yves Coppieters, Ministre des Droits des femmes et de l'Égalité des chances, François Desquesnes, Ministre des Pouvoirs locaux, Rachel Sobry, Présidente de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, et Dorothee Klein, Présidente de la Fédération des CPAS.

# Yves Coppieters,

MINISTRE DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT,  
DES SOLIDARITÉS, DE L'ÉCONOMIE SOCIALE,  
DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET DES DROITS DES FEMMES



*«La présence des femmes en politique a progressé, mais l'égalité réelle n'est pas encore atteinte»*

**Alain DEPRET**

Secrétaire de rédaction

**MONSIEUR LE MINISTRE, VOTRE CABINET SOUHAITAIT EXPLORER, EN COLLABORATION AVEC LE CABINET DU MINISTRE DESQUESNES ET L'UVCW, LA MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU DE FEMMES ÉLUES LOCALES, À L'INSTAR DE CE QUI EXISTE DÉJÀ EN FRANCE. CETTE INITIATIVE S'INSCRIT DANS UN CONTEXTE OÙ LES INÉGALITÉS ET LE SEXISME EN POLITIQUE RESTENT UNE RÉALITÉ, COMME LE SOULIGNE LE RÉCENT RAPPORT DE L'INSTITUT POUR L'ÉGALITÉ DES FEMMES ET DES HOMMES (IEFH). POURQUOI, SELON VOUS, UN TEL RÉSEAU CONSTITUE-T-IL UN LEVIER EFFICACE ?**

Un tel Réseau répond à une réalité que nous ne pouvons plus ignorer. Les femmes qui s'engagent en politique locale témoignent encore trop souvent d'un sentiment d'isolement, d'une charge mentale particulière et d'une exposition accrue aux violences et au sexisme. Les témoignages que nous avons entendus lors du lancement de ce Réseau au sein de l'Union des Villes et Communes de Wallonie sont très parlants. La Présidente Rachel

Sobry rappelait, par exemple, combien la question du congé de maternité reste encore aujourd'hui un sujet concret pour les femmes élues. D'autres, comme Isabella Greco, Députée et Conseillère communale à Charleroi, ont évoqué les remarques sexistes. Face à cela, un réseau permet de créer un espace d'échanges, de solidarité et de soutien.

**QU'ATTENDEZ-VOUS DÉSORMAIS DU RÉSEAU QUE L'UVCW CRÉE AUJOURD'HUI ? QUELLES EN SERAIENT, SELON VOUS, LES PRINCIPALES FORCES ?**

J'attends d'abord que ce Réseau devienne un lieu de confiance et de partage d'expérience entre élues locales, au-delà des appartenances politiques. Les témoignages entendus montrent bien la diversité des situations vécues. Isabelle Quintero, Conseillère communale à Namur, a, par exemple, évoqué la difficulté de concilier engagement politique et vie privée, un défi que connaissent beaucoup de femmes engagées dans la vie publique. Le Réseau peut justement aider à identifier ces difficultés et à construire collectivement des réponses concrètes: formations, échanges de bonnes pratiques, accompagnement.

**LE RÉSEAU PERMETTRA CERTAINEMENT, AUSSI, DES RENCONTRES ET DES ÉCHANGES ENTRE ÉLUES. COMMENT VOYEZ-VOUS CONCRÈTEMENT LES CHOSES ? QUELLES SONT LES ACTIONS PLUS PARTICULIÈRES QU'UN TEL RÉSEAU POURRAIT, SELON VOUS, METTRE EN PLACE ?**

Il y a plusieurs pistes très concrètes. D'abord, des rencontres régulières entre élues pour partager des expériences et des solutions face aux difficultés rencontrées. Ensuite, des formations ciblées, par exemple sur la communication politique, la gestion des réseaux sociaux ou la prévention du cyberharcèlement. Enfin, ce Réseau peut aussi devenir un outil d'expertise et de veille.

**COMMENT IMAGINEZ-VOUS LA COLLABORATION ENTRE LES MEMBRES DE CE RÉSEAU ? PENSEZ-VOUS QU'IL SOIT NOTAMMENT NÉCESSAIRE DE COMMUNIQUER À CE PROPOS AUPRÈS DES ACTUELLES ÉLUES ?**

Il ne s'agit pas d'une structure lourde, mais plutôt d'une communauté d'élues qui se soutiennent et apprennent les unes des autres. Les échanges peuvent prendre différentes formes : rencontres thématiques, webinaires, interviews d'élues inspirantes, ou encore mise en valeur de bonnes pratiques locales. Le rôle de l'UVCW sera précisément d'animer cet espace et de faciliter ces échanges.

**QUELS SONT, SELON VOUS ET OUTRE CE RÉSEAU, LES OUTILS AUJOURD'HUI MIS À DISPOSITION POUR AIDER LES ÉLUES DANS LEUR ACTION POLITIQUE ?**

Il existe déjà plusieurs dispositifs utiles : les formations proposées par les associations de villes et communes, les études réalisées par l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes, ou encore les initiatives portées par la stratégie wallonne « Genre et Droits des femmes ». Mais le Réseau apporte quelque chose de nouveau : un lieu de mise en commun de ces ressources, et surtout un espace pour partager des expériences vécues. C'est souvent dans ces échanges entre pairs que l'on trouve les solutions les plus utiles.

**QUELLES ACTIONS PLUS PARTICULIÈRES, PARMİ CELLES QUE VOUS AVEZ MISES EN PLACE EN CE QUI CONCERNE LES FEMMES ÉLUES, VOUDRIEZ-VOUS METTRE EN AVANT AUJOURD'HUI ?**

Nous avons adopté une stratégie ambitieuse en matière de droits des femmes, qui agit à plusieurs niveaux : lutte contre les violences, autonomie économique, accès effectif aux droits. Mais au-delà des politiques générales, nous devons aussi améliorer concrètement les conditions d'exercice du mandat politique.



## COMMENT MESUREZ-VOUS L'IMPACT DE VOTRE ACTION POLITIQUE SUR LE TERRAIN, AUPRÈS DES FEMMES EN GÉNÉRAL ?

Le premier indicateur, ce sont justement les retours du terrain. Lorsque des élues comme Lyseline Louvigny, qui a d'ailleurs porté l'idée de ce Réseau au sein de mon cabinet, nous expliquent qu'un tel espace peut réellement aider les femmes engagées en politique, cela confirme que nous allons dans la bonne direction. Notre rôle est d'écouter ces témoignages et de transformer ces constats en politiques concrètes.

## QUELS SONT LES PROJETS QUE VOUS POURRIEZ ENCORE ÉVENTUELLEMENT INITIER EN CETTE MATIÈRE ?

Plusieurs chantiers sont déjà inscrits dans la stratégie commune « Genre et Droits des femmes 2025-2029 » adoptée par la Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui constitue notre feuille de route pour les prochaines années. Cette stratégie prévoit notamment de renforcer la prévention des violences faites aux femmes, de lutter contre les stéréotypes de genre, de soutenir l'égalité dans le monde du travail et d'améliorer la prise en compte de la santé des femmes. Des initiatives comme le réseau des élues locales peuvent justement servir de laboratoire d'idées.

## EN 2023, L'UVCW A RÉALISÉ UNE ENQUÊTE SUR LE « BLUES DES ÉLU(E)S ». ELLE AVAIT ALORS SOULEVÉ PLUSIEURS RÉFLEXIONS ET QUESTIONS PROPRES AUX FEMMES EN POLITIQUE. QU'EN AVEZ-VOUS PENSÉ ?

Cette enquête est très éclairante. Elle met en évidence une réalité que beaucoup d'élues vivent : une charge mentale importante, un sentiment d'isolement et parfois une exposition à des remarques ou comportements sexistes. Les témoignages entendus aujourd'hui vont dans le même sens. Ils montrent que si les femmes sont de plus en plus présentes en politique locale, les conditions d'exercice du mandat restent parfois plus difficiles pour elles.

## DE MANIÈRE PLUS GÉNÉRALE, COMMENT PERCEVEZ-VOUS LA REPRÉSENTATION DES FEMMES EN POLITIQUE EN WALLONIE AUJOURD'HUI ? QUELS PROGRÈS RESTENT À FAIRE EN CETTE MATIÈRE, À VOTRE AVIS ?

La présence des femmes en politique a progressé ces dernières années, et c'est une avancée importante pour notre démocratie. Mais l'égalité réelle

n'est pas encore atteinte. Les femmes restent moins nombreuses dans certaines fonctions exécutives et continuent à faire face à des formes de sexisme ou de remise en cause de leur légitimité. Le défi aujourd'hui est donc de poursuivre cette dynamique : encourager l'engagement des femmes tout en améliorant les conditions dans lesquelles elles exercent leur mandat.

## D'APRÈS VOUS, QUELS SONT LES PRINCIPAUX DÉFIS RENCONTRÉS PAR LES FEMMES ÉLUES AUJOURD'HUI ?

Les témoignages entendus aujourd'hui illustrent bien ces défis. Il y a la question de la conciliation entre engagement politique et vie privée. Il y a aussi la question du sexisme et des violences, y compris en ligne, dont certaines élues ont parlé très directement. Et il y a enfin le défi de la reconnaissance et de la légitimité, qui reste parfois plus difficile à obtenir pour les femmes en politique.

## QUELLES MESURES CONCRÈTES POURRAIENT, SELON VOUS, ÊTRE MISES EN PLACE POUR ENCOURAGER DAVANTAGE DE FEMMES À S'ENGAGER EN POLITIQUE EN WALLONIE ?

Il faut agir sur plusieurs leviers. D'abord, améliorer les conditions d'exercice du mandat, notamment en matière de statut et de conciliation vie familiale. Ensuite, lutter plus fermement contre les violences et le cyberharcèlement en politique. Et, enfin, valoriser les parcours de femmes engagées, pour montrer que cet engagement est possible et utile.

## EN CONCLUSION, QUEL MESSAGE AIMERIEZ-VOUS ADRESSER AUX JEUNES FEMMES QUI HÉSITENT À SE LANCER EN POLITIQUE ?

Je voudrais leur dire que la politique a besoin d'elles. Les témoignages que nous avons entendus montrent que l'engagement peut parfois être exigeant, mais aussi profondément utile et inspirant. Et c'est précisément pour cela que nous créons ce Réseau : pour que les femmes qui s'engagent en politique ne soient jamais seules.

# François Desquesnes,

VICE-PRÉSIDENT ET MINISTRE WALLON  
DU TERRITOIRE, DES INFRASTRUCTURES,  
DE LA MOBILITÉ ET DES POUVOIRS LOCAUX



«*La politique locale a besoin du regard des femmes et de leur énergie*»

**Alain DEPRET**

Secrétaire de rédaction

**MONSIEUR LE MINISTRE, VOTRE CABINET SOUHAITAIT EXPLORER, EN COLLABORATION AVEC LE CABINET DU MINISTRE COPPIETERS ET L'UVCW, LA MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU DE FEMMES ÉLUES LOCALES, À L'INSTAR DE CE QUI EXISTE DÉJÀ EN FRANCE. CETTE INITIATIVE S'INSCRIT DANS UN CONTEXTE OÙ LES INÉGALITÉS ET LE SEXISME EN POLITIQUE RESTENT UNE RÉALITÉ, COMME LE SOULIGNE LE RÉCENT RAPPORT DE L'INSTITUT POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (IEFH). POURQUOI, SELON VOUS, UN TEL RÉSEAU CONSTITUE-T-IL UN LEVIER EFFICACE ?**

Un tel Réseau est un levier efficace parce que l'expérience, notamment en France, montre qu'un réseau structuré d'élues modifie concrètement les trajectoires politiques. Il ne se limite pas à constater les inégalités ou le sexisme. Il agit pour renforcer la capacité des femmes à exercer leur mandat, à durer et à accéder aux responsabilités. Le rapport de l'Institut pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes le confirme : les parcours des élues sont plus heurtés, plus exposés et plus coûteux sur le plan personnel. Ces inégalités ne tiennent pas à un manque d'engagement, mais à des mécanismes très concrets : isolement, exposition accrue aux comportements

sexistes, difficulté d'accès aux réseaux informels de pouvoir. Un réseau est efficace parce qu'il agit précisément à ce niveau. Il rompt l'isolement, renforce les compétences, sécurise l'exercice du mandat et transforme des expériences individuelles en force collective. L'exemple français montre qu'un tel Réseau ne fait pas qu'encourager. Il permet aux femmes élues de peser davantage et de construire des parcours politiques durables dans le temps.

**QU'ATTENDEZ-VOUS DÉSORMAIS DU RÉSEAU QUE L'UVCW CRÉE AUJOURD'HUI ? QUELLES EN SERAIENT, SELON VOUS, LES PRINCIPALES FORCES ?**

Cela doit être un outil très concret au service des élues, pas un dispositif « en plus ». Nous attendons de ce Réseau qu'il renforce durablement le pouvoir d'agir des élues locales. Pas seulement leur présence dans les conseils, mais leur capacité à exercer pleinement leur mandat, à s'inscrire dans la durée et à accéder aux responsabilités. Sa force principale réside dans son ancrage à l'UVCW : une légitimité institutionnelle, mais surtout une proximité avec la réalité des communes. L'intérêt, c'est aussi de pouvoir s'inspirer de ce qui fonctionne ailleurs, notamment en France, tout en l'adaptant aux réalités wallonnes. Enfin, ce Réseau doit être pensé à partir du terrain.

L'enjeu, c'est d'améliorer vraiment les conditions d'exercice du mandat et permettre aux femmes de peser réellement dans les décisions locales.

**LE RÉSEAU PERMETTRA CERTAINEMENT DES RENCONTRES ET DES ÉCHANGES ENTRE ÉLUES. COMMENT VOYEZ-VOUS CONCRÈTEMENT LES CHOSES ? QUELLES SONT LES ACTIONS PLUS PARTICULIÈRES QU'UN TEL RÉSEAU POURRAIT, SELON VOUS, METTRE EN PLACE ?**

Je le vois comme un Réseau orienté « solutions » : des formations ciblées (prise de parole, négociation, gestion des tensions, communication numérique...), mais aussi des espaces structurés d'échanges entre pairs, où l'on peut partager des situations vécues et construire des réponses concrètes. Il y a aussi une dimension très pratique : un « kit » de ressources centralisées, un relais vers les dispositifs existants et, à terme, des formes de mentorat ou de pairage entre élues. L'objectif, c'est de rendre le mandat plus soutenable, renforcer la confiance et permettre à chacune de se sentir outillée face aux difficultés, y compris quand elles prennent la forme d'attaques sexistes ou de violences en ligne.

**COMMENT IMAGINEZ-VOUS LA COLLABORATION ENTRE LES MEMBRES DE CE RÉSEAU ? PENSEZ-VOUS QU'IL SOIT NOTAMMENT NÉCESSAIRE DE COMMUNIQUER À CE PROPOS AUPRÈS DES ACTUELLES ÉLUES ?**

La collaboration doit être ouverte, transversale et non partisane. Un réseau fonctionne s'il rassemble des profils différents, des territoires différents et des réalités différentes. C'est cette diversité qui en fait la richesse. Et oui, la communication est déterminante. Beaucoup d'élues ne se reconnaissent pas spontanément dans un dispositif institutionnel : il faut aller vers elles, expliquer clairement l'utilité, et montrer que c'est un outil de soutien, pas un label, ni une injonction. Des rendez-vous comme Municipalia sont importants pour lancer cette dynamique, mais l'enjeu sera surtout de garder une présence et une accessibilité dans la durée.

**QUELS SONT, SELON VOUS ET OUTRE CE RÉSEAU, LES OUTILS AUJOURD'HUI MIS À DISPOSITION POUR AIDER LES ÉLUES DANS LEUR ACTION POLITIQUE ?**

Il existe des dispositifs en matière d'égalité, de formation, de statut des mandataires. Mais le rapport de l'Institut pour l'Égalité entre les Femmes et les



Hommes (IEFH) montre qu'ils restent insuffisamment adaptés aux contraintes spécifiques vécues par les femmes. Le problème n'est pas seulement l'absence d'outils, mais leur lisibilité, leur accessibilité et leur articulation. Le Réseau a précisément vocation à faire le lien entre ces outils existants et les besoins concrets des élues.

**QUELLES ACTIONS PLUS PARTICULIÈRES, PARMİ CELLES QUE VOUS AVEZ MISES EN PLACE EN CE QUI CONCERNE LES FEMMES ÉLUES, VOUDRIEZ-VOUS METTRE EN AVANT AUJOURD'HUI ?**

Je souhaite mettre en avant la volonté de travailler sur les conditions réelles d'exercice du mandat, notamment en matière de conciliation des temps de vie et de reconnaissance du rôle des élues. J'apporte mon plein soutien, par exemple, à l'initiative parlementaire visant à faciliter la conciliation entre l'exercice d'un mandat local et la maternité.

**COMMENT MESUREZ-VOUS L'IMPACT DE VOTRE ACTION POLITIQUE SUR LE TERRAIN, AUPRÈS DES FEMMES EN GÉNÉRAL ?**

L'impact se mesure par des indicateurs : la participation des élues aux dispositifs proposés, la qualité des retours de terrain et la capacité à ajuster les politiques publiques sur base de ces retours. Mais, surtout, par un indicateur souvent oublié : la capacité



des femmes à rester en politique et à évoluer vers des fonctions à responsabilité. Quatre échevins sur dix sont des femmes, six présidents de CPAS sur dix sont des femmes, mais moins d'un bourgmestre sur quatre est aujourd'hui une femme. Voilà une situation qui doit motiver nos actions concrètes d'ici 2030.

### **QUELS SONT LES PROJETS QUE VOUS POURRIEZ ENCORE ÉVENTUELLEMENT INITIER EN CETTE MATIÈRE ?**

Le rapport de l'IEFH insiste sur l'importance de stratégies d'« empowerment » ciblées. Le Réseau va permettre d'identifier précisément les leviers à activer. Notre approche est volontairement progressive et concrète : écouter, objectiver, tester, puis élargir. L'objectif n'est pas de multiplier les annonces, mais de construire des dispositifs robustes et sur le long terme.

### **EN 2023, L'UVCW A RÉALISÉ UNE ENQUÊTE SUR LE « BLUES DES ÉLU(E)S ». ELLE AVAIT ALORS SOULEVÉ PLUSIEURS RÉFLEXIONS ET QUESTIONS PROPRES AUX FEMMES EN POLITIQUE. AVEZ-VOUS EU CONNAISSANCE DE CETTE ENQUÊTE ? ET SI OUI, QU'EN AVEZ-VOUS PENSÉ ?**

Oui, cette enquête a été un signal d'alerte important. Elle met en lumière une fatigue, un isolement et un coût personnel souvent sous-estimés. Pour les femmes, ces constats recourent très directement ceux du rapport de l'IEFH. Cela montre bien que

le décrochage politique n'est pas une question de « fragilité individuelle », mais de conditions d'exercice. Et c'est précisément là que l'action publique et les acteurs de terrain, comme l'UVCW, ont un rôle à jouer.

### **DE MANIÈRE PLUS GÉNÉRALE, COMMENT PERCEVEZ-VOUS LA REPRÉSENTATION DES FEMMES EN POLITIQUE EN WALLONIE AUJOURD'HUI ? QUELS PROGRÈS RESTENT À FAIRE EN CETTE MATIÈRE, SELON VOUS ?**

Le rapport de l'IEFH est clair : même lorsqu'elles sont nombreuses, les femmes accèdent moins aux postes stratégiques. Le défi aujourd'hui n'est donc plus seulement quantitatif, il est qualitatif et structurel.

### **SELON VOUS, QUELS SONT LES PRINCIPAUX DÉFIS RENCONTRÉS PAR LES FEMMES ÉLUES AUJOURD'HUI ?**

Trois défis majeurs ressortent. Tout d'abord, la conciliation des temps de vie dans un modèle politique encore très masculin. Ensuite, l'exposition accrue au sexisme et aux violences, notamment en ligne, et, enfin, l'accès plus difficile aux réseaux informels de pouvoir. Ces défis ont un impact direct sur la durée et la qualité des carrières politiques féminines.

### **QUELLES MESURES CONCRÈTES, SELON VOUS, POURRAIENT ÊTRE MISES EN PLACE POUR ENCOURAGER DAVANTAGE DE FEMMES À S'ENGAGER EN POLITIQUE EN WALLONIE ?**

Rendre le mandat plus compatible avec une vie familiale, lutter fermement contre les comportements sexistes, valoriser les parcours féminins et développer des réseaux de soutien et de mentorat. L'expérience française montre que quand les conditions sont réunies, les femmes s'engagent et restent.

### **EN CONCLUSION, QUEL MESSAGE AIMERIEZ-VOUS ADRESSER AUX JEUNES FEMMES QUI HÉSITENT À SE LANCER EN POLITIQUE ?**

Je leur dirais que la politique locale, les citoyens et les citoyennes ont besoin de leur regard et de leur énergie pour améliorer nos communes et leur gestion. Et aussi, qu'elles n'ont pas à avancer seules. Des réseaux se structurent, des soutiens existent, et leur engagement peut réellement changer le quotidien des Wallonnes et des Wallons. La démocratie est plus forte quand elle ressemble à celles et ceux qu'elle représente.

# Rachel Sobry,

PRÉSIDENTE DE L'UVCW  
ET BOURGMESTRE DE THUIN



« *L'esprit féminin apporte quelque chose de bénéfique et de vivifiant à la démocratie* »

## Alain DEPRET

Secrétaire de rédaction

**MADAME LA PRÉSIDENTE, IL S'AGIT DE VOTRE PREMIÈRE INTERVIEW POUR LE MOUVEMENT COMMUNAL DEPUIS VOTRE ARRIVÉE À LA PRÉSIDENTE DE L'UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE. L'EXERCICE DE LA PRÉSENTATION S'IMPOSE DONC...**

Je vais avoir 33 ans cette année. J'ai suivi des études en sciences politiques et en administration publique. À la fin de mes études, j'ai directement rejoint un cabinet ministériel au niveau fédéral, pour le Ministre de l'Agriculture, des Indépendants et des Affaires sociales de l'époque. J'habitais alors à Momignies. Lors des élections de 2018, je me suis présentée au niveau communal et au niveau provincial. J'ai alors été élue en tant que Conseillère provinciale et Échevine. Six mois plus tard, en 2019, ont eu lieu les élections régionales. Le parti me propose alors la deuxième place sur la liste régionale et je deviens Députée wallonne, jusqu'en 2024. Entretemps, en 2022, j'avais déménagé à Thuin et je me suis présentée sur la liste communale, en tant que tête de liste. Et j'y suis donc devenue Bourgmestre. C'est finalement en juin 2025 que j'ai été désignée Présidente de l'UVCW.

## QU'EST-CE QUI VOUS A MOTIVÉE À VOUS ENGAGER EN POLITIQUE ?

J'y suis arrivée un peu par hasard. Lorsque j'étais aux études en sciences politiques, les gens pensaient que je suivais ces cours pour, ensuite, faire de la politique. Ce n'était pas le cas du tout. J'ai en effet toujours fait la distinction entre les politiciens et les politologues. Simplement, l'opportunité s'est un jour présentée. Et je me suis dit que j'allais tenter l'aventure pour obtenir un impact sur la configuration de la société de demain. Mais, aujourd'hui, je vois clairement la différence entre le travail à accomplir dans un exécutif communal et celui de député régional, par exemple. C'est complètement différent. On a beaucoup plus d'impact au niveau local, mais c'est aussi un exercice beaucoup plus difficile.

## QUELS ONT ÉTÉ LES PRINCIPAUX DÉFIS QUE VOUS AVEZ RENCONTRÉS EN TANT QUE FEMME ÉLUE ?

En politique, je pense avoir un double handicap : je suis jeune et je suis une femme. Quand j'ai été élue Députée, j'avais 25 ans. Certains se sont alors demandé comment j'avais fait pour arriver aussi vite à ce mandat. Je raconte souvent cette anecdote : le jour de la prestation de serment au Parlement, certains députés m'ont ainsi demandé si j'étais la collaboratrice d'un Ministre. Il a fallu que je leur dise que j'étais élue, tout comme eux. Quelque part, je devais alors me justifier d'être une jeune

femme. Depuis, j'ai toujours senti qu'il y avait un déficit de crédit, qu'il fallait que je fasse plus mes preuves que d'autres. Je souffre sans doute du syndrome de l'imposteur... Il faut dire que j'ai aussi, sans doute, profité de l'alternance hommes/femmes sur les listes.

**POUR MA PART, JE PENSE QUE LE SYNDROME DE L'IMPOSTEUR EST SURTOUT LA MALÉDICTION DES PERSONNES INTELLIGENTES. ET L'ALTERNANCE HOMMES/FEMMES SUR LES LISTES EST PLUTÔT UNE BONNE CHOSE, SELON MOI. CELA DIT, COMMENT AVEZ-VOUS ACQUIS CETTE CRÉDIBILITÉ QUI VOUS SEMBLAIT DIFFICILE À OBTENIR ?**

Avant d'être élue, j'étais collaboratrice. Et depuis, ma force a toujours été de bien préparer les dossiers, d'aller au fond des choses. Mes collaborateurs pensent souvent qu'il n'est pas nécessaire d'aller aussi loin, mais j'ai toujours voulu avoir le plus large éventail de scénarii possible, maîtriser le plus grand angle possible des dossiers et travailler le plus possible en amont. En tant que femme élue, c'est là que j'obtiens la crédibilité, que je suis prise au sérieux.

**VOUS AVEZ L'IMPRESSION QU'EN TANT QUE FEMME, VOUS DEVEZ PLUS TRAVAILLER QUE LES HOMMES POUR ÊTRE PRISE AU SÉRIEUX ?**

C'est en tout cas comme cela que je me suis fait ma place, sans trop jouer des coudes. Parce qu'on obtient vite une réputation quand on est une femme en politique. Et il faut se battre pour ne pas être considérée comme une « potiche », comme celle qui a été poussée par un homme politique.

**AU NIVEAU LOCAL, QUI VOUS SEMBLE DONC PLUS DIFFICILE À MAÎTRISER, COMMENT MESUREZ-VOUS L'IMPACT DE VOTRE ACTION POLITIQUE SUR LE TERRAIN, NOTAMMENT AUPRÈS DES FEMMES ?**

À Thuin, je pense que mon arrivée a plutôt été perçue positivement car je représentais un package complet. Toutes mes caractéristiques personnelles entraient dans le package du changement : une nouvelle liste, avec une femme en tête, jeune de surcroît... Donc, dans ce cas, je crois que cela a plutôt été une force. Il faut savoir que le collège communal thudinien est composé de cinq femmes sur sept bourgmestre et échevins. Là aussi, c'est un fameux changement. Cela montre que les citoyens ont sollicité des personnalités féminines pour être à la tête de leur commune.

**COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CELA ?**

Au niveau local, il y a peut-être moins de masculinisme toxique, on est peut-être moins étouffées ou éteintes par les collègues masculins. Et ce, peut-être parce qu'il y a plus de proximité. C'est une approche plus humaine, je pense. Au niveau local, je ne me suis jamais sentie dégradée par des collègues ou des rivaux masculins.

**L'ENQUÊTE « BLUES DES ÉLU(E)S », MENÉE EN 2023 PAR L'UVCW, MONTRE CEPENDANT CLAIEMENT QUE L'AGRESSIVITÉ ENVERS LES MANDATAIRES LOCAUX EST DE PLUS EN PLUS GRANDE DE LA PART DES CITOYENS. AVEZ-VOUS L'IMPRESSION QUE CETTE AGRESSIVITÉ PREND UNE AUTRE FORME PARCE QUE VOUS ÊTES UNE FEMME ?**

Très certainement, oui. D'ailleurs, comme vous le savez sans doute, je suis devenue maman il y a quelques mois. Et je vous assure que je ne m'attendais pas à lire certains commentaires à ce propos sur les réseaux sociaux, des commentaires qui ne se font jamais en face à face, bien entendu. Certains considéraient qu'il est honteux qu'une bourgmestre ait un enfant pendant son mandat et qu'elle s'absente donc pendant deux mois. Il y a donc encore cette conception du bourgmestre qui doit être focalisé en permanence sur son mandat. Les gens ne font malheureusement pas la distinction entre la fonction et la personne. La conciliation vie privée/vie professionnelle est du coup, je pense, plus difficile pour une femme que pour un homme.

**QUELLES MESURES CONCRÈTES, SELON VOUS, POURRAIENT ÊTRE DÈS LORS MISES EN PLACE POUR ENCOURAGER D'AVANTAGE DE FEMMES À S'ENGAGER EN POLITIQUE EN WALLONIE ?**

Un progrès reste à faire dans la législation sur le statut du mandataire local. On voit clairement qu'il n'a pas été pensé pour les femmes élues. Une attention plus grande devrait y exister pour la condition de la femme et le congé de maternité en particulier qui, comme vous le savez sans doute, n'existe pas pour nous, femmes élues. Et donc, ce sentiment de ne pas pouvoir concilier un mandat local avec le quotidien, quand on est une femme, persiste malheureusement. C'est un peu comme si, à l'époque, on considérait qu'il ne serait jamais possible qu'une femme, en âge d'avoir des enfants, soit un jour concernée par ce statut.



**POUR PERMETTRE L'ÉCHANGE ENTRE FEMMES ÉLUES EN WALLONIE, L'UVCW VIENT DONC DE CRÉER SON RÉSEAU DES ÉLUES LOCALES. COMMENT CONSIDÉREZ-VOUS CETTE INITIATIVE ?**

C'est plutôt génial. C'est plus que bienvenu et vraiment nécessaire. Cela va permettre de nous faciliter l'accès aux informations essentielles, aux bonnes pratiques, aussi. Mon attente est que ce Réseau puisse susciter des vocations et encourager les femmes à franchir le pas. En tant que Présidente de l'UVCW, j'espère montrer que cela est possible, que cela demande de l'organisation, mais que c'est surtout très utile. Je suis vraiment convaincue que l'esprit féminin apporte quelque chose de bénéfique et de vivifiant à la démocratie.

**YVES COPPIETERS, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT, DES SOLIDARITÉS, DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET DES DROITS DES FEMMES, ET FRANÇOIS DESQUESNES, VICE-PRÉSIDENT ET MINISTRE WALLON DU TERRITOIRE, DES INFRASTRUCTURES, DE LA MOBILITÉ ET DES POUVOIRS LOCAUX, SONT TOUS DEUX À L'INITIATIVE DE CE RÉSEAU. CELA PROUVE-T-IL, SELON VOUS, QUE LA WALLONIE S'INTÉRESSE À LA CONDITION DES FEMMES ÉLUES ?**

Clairement. Suite à notre conférence de presse sur le sujet à l'UVCW, Yves Coppieters m'a d'ailleurs contactée afin que nous puissions échanger nos points de vue. Je trouve qu'il s'agit d'une attitude proactive de la part du Gouvernement wallon en matière d'engagement politique féminin. Donc, c'est à suivre, mais je sens qu'ils sont disponibles et demandeurs de travailler à améliorer la condition des femmes élues.

**COMMENT PERCEVEZ-VOUS LA REPRÉSENTATION DES FEMMES EN POLITIQUE EN WALLONIE AUJOURD'HUI ? QUELS PROGRÈS RESTENT À FAIRE EN CETTE MATIÈRE, SELON VOUS ?**

En dehors d'améliorer le statut du mandataire local, c'est la communication qui me semble la plus importante. Je ne suis pas pour communiquer à outrance mais, à titre personnel, il m'arrive, par exemple, de publier des vidéos sur les réseaux sociaux où j'explique un dossier en l'illustrant avec ma vie de tous les jours, en faisant à manger, en montant mon sapin de Noël ou en promenant mon chien. Quelque part, c'est une manière de montrer qu'il est normal que j'allie ma vie professionnelle à ma vie privée.

**PUISQUE VOUS ÉVOQUEZ LES RÉSEaux SOCIAUX, QUELS CONSEILS DONNERIEZ-VOUS, EN CONCLUSION, AUX FEMMES ÉLUES, FACE À L'AGRESSIVITÉ DIGITALE ?**

Il faut se blinder. Mais, aujourd'hui, c'est assez difficile, étant donné qu'on est obligé de composer avec les réseaux sociaux. Personnellement, je m'oblige à lire tous les commentaires, sans nécessairement y répondre. L'important est de savoir décrocher quand il le faut. Je pense qu'il faut y aller au jour le jour, ne pas avoir de plan, ne pas avoir d'ambition particulière, ne pas avoir de plan de carrière, prendre ce qui vient sans en vouloir trop. En politique, il faut savoir composer avec les règles du jeu. Il ne faut pas arriver en mode frontal en se disant qu'on va tout révolutionner. Cela ne fonctionne pas de cette manière. Il faut s'imposer petit à petit, c'est comme cela qu'on s'épanouit.

# Dorothee Klein,

PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION DES CPAS  
ET PRÉSIDENTE DU CPAS DE NAMUR



« *Il faut inciter à la sororité,  
se soutenir mutuellement  
entre femmes* »

## Alain DEPRET

Secrétaire de rédaction

**MADAME LA PRÉSIDENTE, IL S'AGIT, POUR VOUS AUSSI, DE VOTRE PREMIÈRE INTERVIEW POUR LE MOUVEMENT COMMUNAL DEPUIS VOTRE ARRIVÉE À LA PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION DES CPAS. L'EXERCICE DE LA PRÉSENTATION S'IMPOSE DONC, À VOUS AUSSI...**

Je suis romaniste de formation et j'ai donc débuté ma carrière dans l'enseignement. Mais le métier que j'ai exercé le plus, c'est celui de journaliste au *Vif L'Express*, dont j'ai d'ailleurs été Rédactrice en chef. C'est ensuite que j'ai bifurqué vers le monde politique. J'ai travaillé dans divers cabinets ministériels, d'abord comme Conseillère communication, puis comme Conseillère en égalité des chances. Je suis ensuite revenue à l'enseignement supérieur. En 2011, je me suis présentée au scrutin communal et, en 2012, j'ai été élue Conseillère communale. Ensuite, après deux mandats, je suis devenue Présidente du CPAS avec des compétences scabinales: la cohésion sociale, la prévention urbaine et la santé. J'ai été aussi Présidente des femmes de mon parti. Le sujet qui nous occupe aujourd'hui est donc un sujet que je connais très bien.

**AVEC UN TEL PARCOURS, QU'EST-CE QUI VOUS A MOTIVÉE À VOUS ENGAGER EN POLITIQUE ?**

Quand on est journaliste, on suit la politique de très près, tout en ne restant pourtant qu'observateur. Quelque part, on observe et on critique certaines décisions politiques sans mettre la main dans le cambouis. À un moment donné, j'ai simplement souhaité m'investir plus et devenir actrice de la démocratie de demain. Je trouvais ma position de Rédactrice en chef trop confortable et, parfois, cela me gênait. Il faut savoir que je suis fille de réfugiés politiques et mon vécu m'a très vite démontré que la politique peut avoir une réelle incidence sur la vie des gens. Mais bon, c'est aussi un concours de circonstances qui m'a amenée à faire de la politique.

**EN TANT QUE FEMME ÉLUE, QUELS SONT LES DÉFIS PARTICULIERS QUE VOUS AVEZ RENCONTRÉS ?**

En fait, je pense que les femmes élues sont beaucoup mieux protégées aujourd'hui que dans beaucoup d'autres professions, notamment grâce à la règle des quotas au sein des partis. Dans la finance

ou dans le monde des ingénieurs, par exemple, on voit que les femmes ont beaucoup plus de difficultés à être reconnues et à faire carrière. Mais bon, il ne faut pas se le cacher: en politique, il y a une majorité écrasante d'hommes élus. Il suffit d'observer les différents gouvernements pour s'en rendre compte. Plus on approche du pouvoir, moins les femmes sont présentes et, selon moi, le fonctionnement actuel des partis ne permet pas un réel soutien aux femmes politiques. Les partis sont finalement assez peu « *women friendly* ».



## **VOUS POUVEZ NOUS EXPLIQUER COMMENT VOUS VOYEZ CELA ?**

Je pense que c'est un peu le rôle des partis de recruter plus de femmes et de les former en conséquence afin de favoriser l'égalité. On pourrait aussi réglementer la manière dont les assemblées sont tenues: mieux répartir la parole et éviter le langage inconvenant. Il est aussi sans doute parfois nécessaire de rappeler la législation en la matière. La majorité masculine, qui a donc un fonctionnement très masculin, peut parfois faire peur aux femmes. Beaucoup ne se sentent pas à l'aise avec cet état de fait et beaucoup se découragent à cause de cela. Paradoxalement, beaucoup de femmes s'investissent dans le monde associatif. Si l'organisation de la société les intéresse, pourquoi les femmes ne sont-elles donc pas plus nombreuses dans le monde politique? La carrière politique continue aussi à être très chronophage. Et notre société continue à véhiculer certains stéréotypes concernant les tâches ménagères... Pour une femme, concilier carrière politique, professionnelle et vie familiale est donc très difficile.

## **SANS COMPTER QUE LA MATERNITÉ, QUI NE PEUT MALHEUREUSEMENT ÊTRE SOUSTRATE AU GENRE FÉMININ, SEMBLE AUSSI ÊTRE UN OBSTACLE...**

C'est vrai: il y a toujours ce problème de la prise en compte de la maternité quand on est une femme élue. C'est un vrai obstacle à changer. Et puis, je pense que plus on avance dans le pouvoir, plus l'ambiance sexiste persiste. Si on devait mesurer le temps consacré aux débats dans les assemblées, on verrait sans doute que les hommes monopolisent beaucoup plus la parole. On ne peut pas dire non plus qu'on éduque les femmes aux rapports de pouvoir dans notre société actuelle. Les femmes font aussi des carrières politiques moins longues, car les femmes ont un rapport au temps différent: elles tentent souvent d'arriver plus vite à leurs objectifs.

## **RACHEL SOBRY, PRÉSIDENTE DE L'UVCW, A ÉTÉ INTERVIEWÉE SUR LE SUJET DE LA MATERNITÉ JUSTE AVANT VOUS. IL SEMBLE QU'ELLE SOIT, ELLE, ARRIVÉE À IMPOSER UN NOUVEAU MODÈLE...**

C'est en effet très intéressant. Quand une femme émerge en politique, elle va très vite s'entourer de femmes et jouer un rôle modèle. Avant guerre, le modèle était surtout celui de la femme élue célibataire. Avec Rachel, c'est vrai qu'on voit arriver un modèle de femmes très jeunes, qui arrivent à

concilier vie politique et maternité. Je crois que cela va inspirer, très certainement.

### **AU SEIN DU CPAS DE NAMUR, AVEZ-VOUS L'IMPRESSION QUE LE MILIEU EST PLUS FÉMININ ?**

Le CPAS, c'est quand même très féminin. Presque trop, finalement, car, comme je viens de vous le dire, je suis pour la parité en toute chose.

### **L'UVCW A DÉSORMAIS CRÉÉ SON RÉSEAU DES FEMMES ÉLUES. QUELLE A ÉTÉ VOTRE RÉACTION À CE PROPOS ?**

Ce Réseau était indispensable car le resserrement des liens entre hommes est presque un réflexe inné. C'est beaucoup moins le cas chez les femmes. Le Réseau s'avérera donc très utile pour échanger des bonnes pratiques et créer de l'entraide entre femmes élues. Il faut inciter à la sororité, se soutenir mutuellement entre femmes. Par exemple, en tant que Conseillère communale, j'ai très vite demandé qu'un plan de « *gender mainstreaming* » soit mis en place au niveau communal, comme cela se fait à d'autres niveaux de pouvoir. On peut, par exemple, faire la promotion de l'écriture inclusive, bien que cela ne plaise pas à tout le monde car c'est toujours un peu lié à une certaine invisibilisation latente.

### **QUANT À LA RECRUESCENCE DE LA VIOLENCE DU CITOYEN ENVERS L'ÉLU, PENSEZ-VOUS QUE CE SOIT D'AUTANT PLUS VRAI POUR LES FEMMES ? JE PENSE, PAR EXEMPLE, AUX COMMENTAIRES DES CITOYENS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX...**

Je n'ai pas tellement le temps d'être sur les réseaux sociaux, je dois l'avouer. J'y adopte plutôt un profil bas. Cependant, au sein du CPAS, on est tout de même aux premières loges... Et, dans cette violence majoritairement verbale, heureusement, il y a un aspect sexiste dominant. À ce propos, le seuil de tolérance est beaucoup trop haut. Personnellement, j'ai déjà porté plainte pour injures sexistes sur les réseaux sociaux. Je suis pour le respect de la loi parce que je crois qu'il est très important de faire valoir ses droits. S'il une loi existe, elle doit être respectée.

### **OÙ DOIT-ON, DÈS LORS, PLACER LE SEUIL DE TOLÉRANCE, SELON VOUS ?**

Il existe plusieurs types de sexisme. Le sexisme hostile, tout ce qui est injures sexistes, propos irrespectueux, comportements discriminants, est évidemment à proscrire, surtout dans le domaine politique. Personne ne remet cela en cause. Mais, dans le monde politique, il s'agit plutôt de sexisme

subtil. L'humour sexiste, par exemple, quand il devient répétitif, est très lourd à supporter. Face à cela, au sein des réunions locales, les femmes se diront très vite qu'elles ont autre chose à faire. Il y a aussi le « *maninterrupting* », qui désigne le phénomène où des hommes coupent la parole aux femmes de manière disproportionnée, souvent lié à des dynamiques de domination... Ou, le « *mansplaining* », qui désigne l'attitude condescendante ou paternaliste d'un homme expliquant à une femme des choses qu'elle connaît déjà, voire qu'elle maîtrise mieux que lui. Ce comportement présuppose ainsi une infériorité intellectuelle de la femme, indépendamment de son expertise. Tout cela est subtil, mais devrait être connu de tous.

### **QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DE CES COMPORTEMENTS, SELON VOUS ?**

Les micro-agressions freinent les femmes dans leur carrière. Ces agressions agissent comme du harcèlement. Si la femme veut faire partie de l'équipe, elle doit avoir le sens de l'humour. Les femmes deviennent alors des cibles. Elles se sentent souvent humiliées ou coupables. Elles commencent à éviter certaines situations et laissent alors toute la place aux hommes. Et, souvent, tout cela n'est même pas intentionnel. Un Réseau de femmes élues pourrait dès lors, dans ce cas, créer du soutien entre femmes. Je trouve que c'est un outil supplémentaire qui est utile en ce sens.

### **EN GUISE DE CONCLUSION, QUEL CONSEIL DONNERIEZ-VOUS AUX JEUNES FEMMES QUI VOUDRAIENT SE LANÇER DANS L'AVENTURE ?**

Il y a un très grand intérêt des femmes pour la politique au sens large. On peut donc donner comme conseil de ne pas y venir seules, de s'y impliquer avec d'autres. La loi du nombre joue la parité. Et ensuite, il faudra s'accrocher. Je crois que les femmes sont très pragmatiques et aiment faire bouger les choses. Pour cela, il n'y a pas de meilleur endroit que la politique. Je trouve qu'on fait un métier formidable, qui a beaucoup de sens. Cela doit transcender toutes les difficultés qu'on peut rencontrer, notamment celles liées à notre sexe.